WOJCIECH RAFAŁ WIEWIÓROWSKI
CONTRÔLEUR ADJOINT

M. Jari AHOLA
Directeur de l'unité «Services et Finance»
Institut européen d'innovation
et de technologie
1/E Neumann Janos Street
Infopark
1117 Budapest
HONGRIE

Bruxelles, le 2 juin 2016
WW/XK/sn/D(2016)1159 C 2015-0516
Veuillez utiliser l'adresse edps@edps.europa.eu
pour toute correspondance

Objet: Notification de contrôle préalable concernant les marchés publics

Monsieur,

Nous vous écrivons au sujet de la notification de contrôle préalable concernant les marchés publics que le délégué à la protection des données (DPD) de l'Institut européen d'innovation et de technologie (EIT) a transmise au Contrôleur européen de la protection des données (CEPD) le 15 juin 2015.

Dans la mesure où cette notification concerne un ensemble de traitements qui étaient déjà en place, le délai visé à l'article 27, paragraphe 4, du règlement (CE) n° 45/2001¹ (ci-après le «règlement») ne s'applique pas. Ce dossier a été traité dans les meilleurs délais.

Nous notons que la procédure de passation de marchés publics au sein de l'EIT est, en ce qui concerne la plupart des aspects, conforme au règlement, comme l'explique plus en détail le CEPD dans ses lignes directrices concernant les marchés publics²; nous examinerons uniquement les aspects qui ne semblent pas être pleinement conformes.

Le CEPD note que toutes les informations requises au titre des articles 11 et 12 du règlement sont fournies dans la déclaration de confidentialité correspondante, qui est disponible sur le site web de l'EIT et vers laquelle il existe un lien dans l'invitation à soumissionner.

¹ Règlement (CE) n° 45/2001 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires et à la libre circulation de ces données

² Lignes directrices du CEPD concernant le traitement de données à caractère personnel dans le cadre des marchés publics, des subventions ainsi que de la sélection d'experts externes et du recours à ceux-ci du 25 juin 2013 (CEPD 2012-501), disponibles sur le site web du CEPD

Néanmoins, les informations concernant les droits d'accès et de rectification, ainsi que certaines informations supplémentaires sur les personnes concernées qui sont fournies dans ladite déclaration semblent être trompeuses et/ou incomplètes. En particulier, il y est indiqué qu'il n'est plus possible d'accéder aux «données à caractère personnel relatives aux critères d'exclusion, de sélection et d'attribution» ni de les rectifier après la date limite de soumission des offres. En outre, elle précise que les demandes de rectification sont traitées dans un délai de trente jours suivant [la réception de] la demande. Enfin, elle mentionne «le personnel de l'EIT responsable de l'exécution du marché» parmi les personnes concernées dont les données à caractère personnel sont traitées dans le cadre de la procédure de passation de marchés.

La limitation du droit de rectification aux termes de l'article 112 du règlement financier³ peut en effet être considérée comme nécessaire à la garantie des droits des autres soumissionnaires ainsi qu'à l'égalité de leur traitement. Cependant, la limitation du droit d'accès est discutable étant donné que l'offre ne peut être modifiée par un simple accès du soumissionnaire. À cet égard, la restriction du droit d'accès ne peut être considérée comme nécessaire à la garantie de l'égalité de traitement des autres soumissionnaires ni d'aucun autre des intérêts généraux énumérés à l'article 20, paragraphe 1, du règlement. Par conséquent, lorsqu'il en reçoit la demande, **l'EIT devrait fournir un accès conformément à l'article 13, même après la date limite. Les informations communiquées aux personnes concernées devraient être modifiées en conséquence, en mentionnant uniquement la restriction du droit de rectification dans la déclaration de confidentialité.**

En ce qui concerne le droit de rectification, nous tenons à souligner qu'il convient d'établir une distinction entre les données factuelles et les données d'évaluation. Le droit de rectification est limité aux données factuelles objectives (par exemple les coordonnées pour le soumissionnaire). En ce qui concerne les déclarations d'évaluation subjective, elle mentionne la question de savoir si les informations reflètent réellement l'évaluation du comité d'évaluation. Lorsqu'un soumissionnaire conteste l'évaluation de son offre, il doit avoir recours aux procédures de recours et de réexamen respectives. **Les personnes concernées doivent être informées de cette limitation et de la possibilité de compléter les données d'évaluation existantes au moyen des procédures de recours et de réexamen respectives**⁴.

En outre, nous tenons à rappeler que conformément à l'article 14 du règlement, la rectification de données inexacts ou incomplètes doit être obtenue «sans délai». **La rectification devrait être obtenue dans les mêmes délais que l'effacement des données conservées illégalement ou le verrouillage de données inexacts.** Pour ces opérations, le CEPD recommande un délai maximal de 15 jours ouvrables⁵.

Enfin, nous tenons à souligner que les membres du personnel de l'EIT ne peuvent pas être considérés comme des personnes concernées dont les données à caractère personnel sont traitées aux fins de la sélection et/ou de l'évaluation des contractants sélectionnés lors de la procédure de passation de marchés publics en question.

³ Règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil, lu en combinaison avec l'article 160 des règles d'application, règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union

⁴ Lignes directrices du CEPD sur les droits des individus concernant le traitement de données à caractère personnel du 25 février 2014 (CEPD 2011-0272), disponibles sur le site web du CEPD, page 18

⁵ Lignes directrices du CEPD sur les droits des individus concernant le traitement de données à caractère personnel du 25 février 2014 (CEPD 2011-0272), disponibles sur le site web du CEPD, pages 21-23

En conclusion, le CEPD considère qu'il n'y a aucune raison de penser que les dispositions du règlement sont enfreintes, à condition que les observations formulées dans le présent avis soient pleinement prises en considération. L'EIT devrait notamment:

- **fournir un accès conformément à l'article 13, même après la date limite, et mettre à jour la déclaration de confidentialité en conséquence;**
- ajouter dans la déclaration de confidentialité des informations sur l'étendue du droit de rectification concernant les données d'évaluation ainsi que des informations sur les procédures de recours et de réexamen respectives;
- procéder à la rectification dans les mêmes délais que l'effacement de données conservées illégalement ou le verrouillage de données inexactes et mettre à jour la déclaration de confidentialité en conséquence;
- supprimer la référence au personnel de l'EIT en tant que personnes concernées.

Nous vous prions de soumettre une notification mise à jour, révisée conformément aux recommandations formulées.

Le CEPD attend de l'EIT qu'il mette en œuvre ces recommandations en conséquence et il clôturera le dossier dès réception de la notification mise à jour.

Veillez croire, Monsieur, en l'assurance de notre considération distinguée.
(signature)

(signé)

Wojciech Rafał WIEWIÓROWSKI

Cc: M^{me} Beata GYÖRI-HARTWIG, DPD